

Les perspectives de la localisation internationale des activités industrielles : un point de vue arabo-africain

Amin S.

Pour un ordre méditerranéen

Paris : CIHEAM
Options Méditerranéennes; n. 36

1976
pages 41-45

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI01.0685>

To cite this article / Pour citer cet article

Amin S. **Les perspectives de la localisation internationale des activités industrielles : un point de vue arabo-africain.** *Pour un ordre méditerranéen.* Paris : CIHEAM, 1976. p. 41-45 (Options Méditerranéennes; n. 36)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Samir AMIN
Directeur de l'IDEP,
Dakar

Les perspectives de la localisation internationale des activités industrielles

Un point de vue Arabo-Africain⁽¹⁾

Les réflexions très brèves que je voudrais livrer ont peut-être la prétention de vouloir se placer d'un point de vue du Tiers Monde et, plus particulièrement d'un point de vue Arabo-Africain. Certes, ce point de vue m'est personnel, mais je crois qu'il est de quelque intérêt, parce que je pense qu'il traduit des tendances qui se renforcent et se renforceront dans le monde arabe et en Afrique.

Le parti pris méthodologique que je prendrai est de croire avec le GRESI que l'évolution économique est commandée en définitive par des choix sociétaux globaux et préalables. Certes, durant certaines phases, les mécanismes économiques paraissent s'imposer avec une force implacable et déterminer une ligne d'évolution unique. Mais précisément, à d'autres moments, lorsque les effets de cette ligne d'évolution viennent à s'épuiser, les remises en question plus ou moins globales rappellent la prééminence de ces choix structurels préalables et fondamentaux. Or, je pense que nous sommes à l'un de ces moments.

LE MODELE QUI A PREVALU : LE MODELE AMERICAIN

Il me semble, en effet, et je crois que c'était un bon point de départ, maintenant communément admis, que le modèle de la croissance, du développement et de la division internationale du travail sur laquelle nous avons vécu pendant quelques vingt-cinq ans depuis la seconde guerre mondiale, tend à s'épuiser et engendre maintenant des conflits qui ne peuvent plus être surmontés par les moyens par lesquels ils ont été surmontés jusqu'à présent. Ce modèle était assez simple. C'était, je crois, la généralisation, dans le monde développé, dans le Nord, d'un modèle mis au point aux États-Unis, particulièrement pendant la deuxième guerre mondiale, tant au niveau de l'organisation de la production et de ses techniques qu'à celui de la consommation et, d'une manière plus générale et plus large, de la vie sociale. Il s'agissait d'objectifs de « rattrapage » tant pour l'Europe de l'Ouest et le Japon que même pour l'Europe de l'Est.

(1) Ce texte reproduit l'exposé que Samir AMIN a prononcé lors du Colloque organisé à Paris par M. Michel D'ORNANO, Ministre de l'Industrie et de la Recherche, fin avril 1976.

Le cadre politique de cette période a été, je crois, caractérisé par l'hégémonie des États-Unis, avec ses thèmes principaux, ceux du monde libre, la liquidation des vieux colonialismes, la mise en place d'une série d'institutions internationales, en fait dominés par eux, que ce soit le Fonds monétaire, la Banque mondiale et même les Nations Unies. Cette hégémonie n'a été mise que partiellement en question par les réactions soviétiques, notamment durant la phase de la guerre froide et du monolithisme idéologique. Par la suite, cette mise en question a tendu à faire place à une coexistence, et même à une tendance, mais peut-être est-elle une illusion à la convergence des systèmes.

LES CONSEQUENCES NEFASTES DE CE MODELE POUR LE TIERS-MONDE

Les conséquences de ce modèle et de la division internationale du travail qu'il comportait, en ce qui concerne le Tiers Monde, apparaissent aujourd'hui tragiques, car ce modèle exigeait une consommation accrue de ressources naturelles à très bon marché. C'est sans doute l'aspect très positif de l'action du club de Rome d'avoir contribué à la prise de conscience de cette réalité. Les conséquences de ce modèle ont donc été dans le Tiers Monde : un développement extrêmement inégal en fonction des ressources naturelles, indépendamment des volontés et des capacités politiques nationales. Ce développement n'était donc guère qu'un sous-produit incontrôlable du développement des centres, par conséquent un développement extraverti et dépendant dans le sens le plus profond du terme. Mais l'histoire a montré également que ce modèle de développement qui a accru les inégalités à l'intérieur du Tiers Monde a été aussi un développement fort peu « social », qu'il a renforcé les minorités privilégiées sur la base desquelles l'industrialisation de substitution d'importation a pu se développer, qu'il a engendré une urbanisation incontrôlée, le chômage, etc. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que la période de croissance des vingt-cinq dernières années, paisible et confortable pour le monde développé, ait été aussi une période de guerres et de chaos

dans le Tiers Monde. La liste de ces événements est longue, depuis l'Asie Orientale, le Moyen-Orient, etc. Il n'est pas utile de rappeler ces faits, mais je crois que cet ordre est remis en question, et que par conséquent les problèmes de la division internationale du travail doivent être effectivement replacés dans le cadre d'une remise en question politique de l'ordre international. Ces remises en question portent notamment sur le pillage des ressources naturelles du Tiers Monde : l'exemple du pétrole s'impose ici en premier lieu; comme elles entraînent l'intervention croissante des États, quelles que soient leurs orientations idéologiques, pour pallier, à des degrés divers, les insuffisances et les incohérences du développement dépendant transmis. Mais ce modèle est également remis aussi en question dans les pays développés, où l'on parle à juste titre de crise de civilisation; il est remis en question ici d'abord par le grippage des mécanismes qui ont réglé la division internationale du travail entre pays développés, notamment le grippage du système monétaire international comme il est aussi remis en question par des résistances culturelles et politiques à l'homogénéisation dans une hiérarchisation très forte sous la direction des États-Unis. Je crois que les phénomènes politiques, comme le débat opposant la vision de l'Europe européenne à celle de l'Europe atlantique, trouvent leur place ici.

LES NOUVEAUX CHOIX

Le parti pris que je voudrais prendre, c'est d'essayer de me placer, dans mon jugement concernant les projets et les politiques possibles de la part des pays du Nord, du point de vue des intérêts des peuples et des nations du Tiers Monde, plus particulièrement de l'Afrique et du monde arabe. Cela signifie que ces projets politiques me paraîtront favorables s'ils assurent d'abord une meilleure croissance des revenus des grandes masses pauvres de ces pays; en premier lieu, je me placerai donc au plan de leurs effets sociaux internes et, en second lieu, je me préoccuperais de savoir s'ils garantissent une moindre inégalité dans le développement entre pays du Tiers Monde et plus particulièrement du bloc Afro-Arabe. C'est là un choix politique, un choix dominant de priorité au renforcement d'une unité interne. En troisième lieu, je serai favorable à tout projet qui entraîne une moindre inégalité dans le développement entre le monde Afro-Arabe d'une part, et les centres que ce dernier serait amené à privilégier dans ses relations externes, d'autre part, c'est-à-dire à tout projet qui aille dans le sens du renforcement au moins tendanciel de l'indépendance économique. Dans les cas contraires, évidemment, les politiques proposées me paraîtraient devoir être qualifiées de défavorables du point de vue du Tiers Monde.

De ce point de vue, et en acceptant le chemin proposé par le GRESI comme

cadre de travail, en acceptant donc l'hypothèse des trois scénarios, en acceptant aussi qu'il s'agit de scénarios extrêmes, je qualifierai les deux premiers scénarios de défavorables, que ce soit le scénario bi-polaire, fondé en fait sur une hégémonie américaine, tempérée par un bloc soviétique acceptant de jouer un rôle de stabilisateur au niveau international, ou qu'il soit dit multi-polaire, en fait dans une variante passablement agressive de différents schémas multi-polaires que l'on pourrait envisager. Il s'agit en effet d'un scénario fondé sur la coexistence de quatre blocs néo-impérialistes, États-Unis, Europe — une Europe qui serait très largement allemande — Japon et Union Soviétique. Ce scénario n'est que l'un des schémas possibles de la gamme des variantes multi-polaires. Il existe aussi, par contre, un schéma multi-polaire favorable, que je qualifierai de variante multi-polaire démocratique.

Je crois qu'il ne s'agit pas ici de peser les chances de chacun de ces scénarios. Dans ce domaine je tendrai à être pessimiste en la matière et à croire que les forces en présence et le poids du passé immédiat sont tels qu'à court terme le schéma bi-polaire le plus défavorable reste le plus probable. Il s'agit plutôt de considérer les différentes forces sociales et politiques qui, à travers le monde, peuvent œuvrer dans le sens d'un changement et préparer les conditions d'un équilibre multi-polaire démocratique qui me paraît possible et en tout cas souhaitable. Je crois aussi que tous les schémas défavorables, dans toutes leurs variantes, sont également défavorables tant pour le monde en voie de développement que pour la France qui n'a, dans ces schémas, qu'une place fort médiocre par rapport à ses alliés et en même temps concurrents d'Outre-Atlantique et du Continent Européen. Il y a donc, à mon avis, un intérêt objectif commun sur la base duquel, partiellement tout au moins, des orientations nouvelles sont possibles pour l'Afrique, le monde Arabe et la France.

LES CHANCES D'UN SCHEMA BIPOLAIRE

Le schéma bi-polaire d'hégémonie américaine restaurée, rénovée et même renforcée, complétée par un rôle de brillant second de l'URSS, schéma défini par une division internationale du travail opérée principalement et au sein des firmes multinationales américaines, aurait des conséquences graves et exigerait des conditions qui me paraissent également douteuses, tout au moins pour lesquelles des points d'interrogation subsistent. Une première condition est que l'URSS accepte de jouer le rôle de stabilisateur, notamment contre la Chine, et que la co-existence devienne une coopération active. Je pense qu'un tel choix, même si on le voit opérer à tel ou tel moment, n'est pas un choix certain et définitif. Les intérêts soviétiques en Europe de l'Est ne seraient-ils pas menacés à long terme par une co-existence de ce type? Une deuxième condition, qui ne



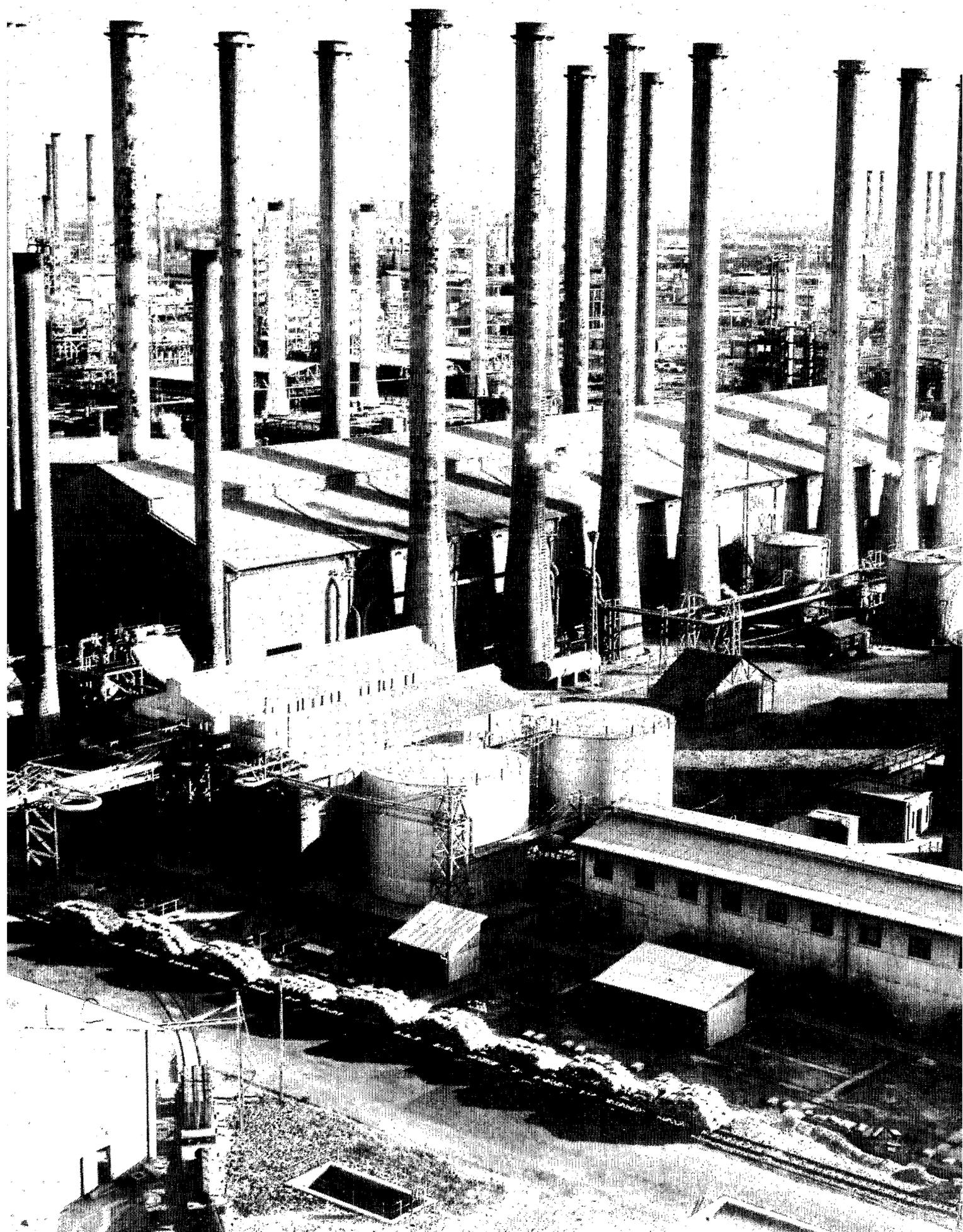
Usine de produits chimiques en Colombie.

me paraît pas absolument certaine, est que l'Europe accepte l'hégémonie culturelle du modèle anglo-saxon, c'est-à-dire une homogénéisation d'un monde très fortement hiérarchisé. Le terme utilisé par le GRESI, d'*Europe allemande*, ne me paraît pas erroné. Il y a toutes sortes de raisons pour que des résistances à cette tendance se développent. Les moyens techniques de ce schéma bi-polaire sont le rétablissement de l'étalon dollar, l'accès « libre » aux matières premières du Tiers-Monde, c'est-à-dire la suppression des chasses « gardées », notamment euro-

peennes (voyez avec quelle violence les Américains ont marqué leur hostilité à des accords pourtant parfaitement inoffensifs, comme les accords de Lomé), une pseudo-libéralisation des échanges (dans la mesure où ces échanges deviennent de plus en plus en fait des échanges internes aux firmes multi-nationales américaines), le recyclage des pétro-dollars dans ses formes actuelles, enfin le renforcement de l'État comme moyen d'appui de l'économie de marché.

LES CHANCES D'UN SCHEMA MULTIPOLAIRE

Le schéma multi-polaire qui nous a été proposé par le GRESI ne me paraît guère meilleur. Il s'agit d'un schéma multipolaire néo-impérialiste, défini par une moindre division du travail entre les blocs et parallèlement, une accentuation de celle-ci à l'intérieur des blocs. Autrement dit, chacun des chefs de file des blocs chercherait à établir dans une zone d'influence qui serait sa chasse gardée des relations analogues à celles qui carac-



térisent le schéma bi-polaire. Outre qu'il n'y a, à mon avis, que peu de chances effectives d'une évolution de ce genre, celle-ci me paraît peu souhaitable et comporterait le risque d'une aggravation très grave des conflits éventuels entre les blocs. Nous avons tendance à oublier la possibilité de guerres, à ne pas imaginer le retour possible à une situation qui ressemblerait à celle de 1913 caractérisée par de vives luttes pour des zones d'influence, etc. Cette variante impliquerait le développement d'interventions des États, sous la forme d'États néo-impérialistes chauvins. Je ne veux pas ici rappeler des schémas apocalyptiques du genre de celui d'ORWELL, mais c'est l'idée qui est derrière cette stratégie dite multi-polaire.

Les conséquences de l'un et de l'autre de ces schémas pour le Tiers-Monde sont identiques. Cela signifierait, dans un cas comme dans l'autre, que le débat actuel sur le nouvel ordre économique international n'aurait plus de sens, car ce nouvel ordre se réduirait à une accentuation de l'industrialisation par la valorisation externe exclusivement. Encore celle-ci serait-elle réservée à quelques pays « privilégiés » : ceux qui disposent à la fois de ressources stratégiques les mettant en position de négociation un peu meilleure, de moyens financiers importants leur permettant de s'associer à cette industrialisation et d'en supporter quelques coûts importants, notamment d'infrastructure, et également d'une main-d'œuvre à bon marché importante et éduquée, déjà disponible et d'un pouvoir stable, c'est-à-dire d'une sorte de légitimation nationale. Si l'on examine l'ensemble de ces conditions, ces pays me paraissent être très rares. Il y a peut-être deux ou trois candidats, mais à peine. En tout cas, dans le monde arabe et dans le monde africain, les difficultés me paraissent telles qu'aucun des pays arabes ou africains ne pourrait être un candidat réellement sérieux pour une division du travail nouvelle de ce genre. Or, pour l'ensemble des pays du Tiers-Monde « non privilégiés », ce scénario est tragique. Dans ce scénario par conséquent, nous aurions une polarisation dans le Tiers-Monde entre quelques pays qui seraient intégrés au système mondial principalement comme fournisseurs de travail à bon marché, tandis que l'écrasante majorité resterait fournisseur de ressources naturelles à bon marché.

DES SCHEMAS DEFAVORABLES AU TIERS-MONDE

Le schéma bi-polaire me paraît possible, certes, mais bien défavorable tant pour la France que pour le Tiers-Monde. Le schéma multi-polaire me paraît improbable et, en tout état de cause, également défavorable. De surcroît, dans ces conditions on se demanderait pour quelles raisons les États « riches » du Tiers-Monde, par exemple les pétroliers, choisiraient de soutenir une polarisation allant contre leurs intérêts immédiats. Le choix bi-polaire semble s'imposer à eux plus aisément que le choix multi-polaire. Mais

s'ils choisissaient cette dernière voie, les États pauvres, ou ceux qui souhaiteraient s'engager davantage dans la voie d'un développement national indépendant, seraient contraints de choisir l'autarcie. L'autarcie n'est pas alors une stratégie que l'on doit éliminer du schéma. L'autarcie — quelles que soient les contraintes très lourdes qu'elle fait peser sur le développement — paraîtrait en effet le seul moyen de développement auto-centré, indépendant et populaire.

POUR UN ORDRE MULTIPOLAIRE DEMOCRATIQUE

Mais il semble que la force des États riches du Tiers-Monde, particulièrement dans le monde arabe et africain, pour entrer dans ce jeu, est fort limitée, en dépit des apparences. Dans le monde arabe, je continue à avoir beaucoup de doutes que le Golfe puisse l'emporter à long terme sur l'Égypte, le Maghreb et le Croissant fertile. Dans le monde africain, je ne crois pas que le Nigéria puisse « unifier » sous sa houlette l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, que le Zaïre puisse le faire avec l'Afrique Centrale — on a vu récemment des événements qui montrent que ce n'est pas si facile — ou que l'Afrique du Sud puisse le faire dans la zone de l'Afrique australe. Dans ces conditions, je crois qu'il y a des possibilités réelles pour un scénario plus favorable, celui d'un ordre multi-polaire démocratique. Pour la France, qui est un partenaire trop faible pour aspirer à recréer une zone impériale à son profit. Alain CORRA a dit que la France ne le souhaite d'ailleurs pas. Pas davantage ses partenaires éventuels. L'ordre multi-polaire démocratique coïncide aussi avec les objectifs du nationalisme arabe, avec ceux du pan-africanisme, qui est le seul moyen de survie pour ce continent, avec les objectifs de l'unité Afro-Arabe, pour lesquels des éléments politiques et culturels importants plaident. A cela s'ajoute la résistance culturelle générale à l'hégémonie anglo-saxonne. Je pense que, dans ce domaine, la sensibilité française et un thème comme celui de la francophonie ne sont pas sans importance. L'ordre multipolaire démocratique coïncide aussi avec les objectifs d'un développement plus populaire, tant par le modèle de consommation qu'il aiderait à se développer que par la structure de la distribution des revenus. Or, ce choix de développement populaire est très difficile à mettre en œuvre et se heurterait à des contraintes supplémentaires s'il devait opérer en isolement. Pour la France, d'une façon éclatante, mais aussi, pour les pays Africains et Arabes qui sont considérablement plus intégrés dans le système mondial que ne l'étaient des pays comme la Chine, par exemple.

Le choix multi-polaire démocratique est donc le choix d'une moindre division du travail en perspective à l'intérieur de l'ensemble et une moins grande sensibilité à la division du travail avec le reste du monde. Si l'on accepte ce principe et sans espérer voir la France ou d'autres pays

européens adopter une stratégie globale absolument cohérente et renoncer à d'autres intérêts, d'autres relations, et d'autres liaisons, la possibilité de construire une aire préférentielle de moindre division interne du travail et de plus grande autonomie globale n'est pas nécessairement irréaliste.

Si ces principes sont effectivement pris en considération de part et d'autre de la Méditerranée et du Sahara, ils pourraient contre-balancer partiellement au moins des tendances actuelles fâcheuses. Bien entendu, cela implique beaucoup de choses.

Si la France et d'autres — l'Europe dans son ensemble, mais j'y crois peu — venaient à prendre en considération effectivement, partiellement même, de telles perspectives, nous verrions se développer une force nouvelle puissante en faveur d'un ordre économique international réellement nouveau. Cette force exercerait des effets d'attraction indiscutables sur l'ensemble du Tiers-Monde, y compris en Asie et en Amérique Latine. A défaut, je ne vois pas d'autre alternative pour les pays arabes et africains que la contrainte d'une autarcie, ces pays n'ayant pas de place réelle dans la division internationale du travail qu'on leur proposerait.

